

PISA 2015... On réforme, et rien de nouveau sous le soleil.

Article rédigé par , le 15 décembre 2016

[Source : le Blog de La Liberté Scolaire]

Hier étaient publiés les fameux classements PISA, établis par l'OCDE, pour comparer les résultats des élèves de 15 ans des pays membres de l'organisation internationale.

Il y a trois ans, les résultats obtenus par la France avaient déclenché l'ire du Ministre de l'Education d'alors, Vincent Peillon, qui les avait jugés « inacceptables ».

Les coupables étaient tout désignés : le précédent gouvernement, accusé d'avoir supprimé des postes, d'avoir osé remettre en question la carte scolaire, censée garantir le brassage social. Mais les racines du mal étaient profondes, de l'avis-même de Vincent Peillon, qui appelait de ses vœux une ambitieuse « refondation de l'école ».

Après trois ans d'administration socialiste de l'Education, l'inversion de tendance tant espérée et attendue n'est pas au rendez-vous. A analyser les résultats PISA, on peut choisir de voir le verre à moitié plein, ou à moitié vide.

A moitié plein : avec ses 495 points, la France se situe, avec l'Autriche, les États-Unis et la Suède, dans la moyenne des pays de l'OCDE qui se situe à 493 points. Et après avoir connu une baisse continue de ses résultats entre 2003 et 2012, la situation semble s'être stabilisée.

A moitié vide : la France continue de se distinguer dans son incapacité à surmonter les inégalités sociales de son système d'éducation, avec un des systèmes les plus inégalitaires de tout l'OCDE, comme le rappelle l'association Parents Professeurs Ensemble :

Graphique

Côté performance, il n'y aurait pas de quoi crier au scandale, si la France n'avait pas l'un des chiffres les plus élevés de budget public consacré à l'enseignement (pour mémoire, une étude de 2013 publiée par l'IFRAP : Pour un nombre d'élèves similaire (autour de 10,5 millions en 2011 hors maternelle et enseignement supérieur), l'Allemagne et le Royaume-Uni dépensent autour de 55 milliards d'euros quand la France affiche une dépense publique de 84,1 milliards et près de 1,3 million de personnes consacrées à l'éducation là où l'Allemagne est à 821.000 et le Royaume-Uni à 878.000.).

Au coeur de la faiblesse des performances françaises, comme toujours, on trouve la question pivot de la maîtrise des savoirs fondamentaux. Pascal Charpentier, proviseur du Lycée du Parc à Lyon, dans un entretien au Figaro, souligne les défaillances cumulées d'un enseignement des sciences depuis 1995 qui a abandonné la structuration par le calcul :

«Ce sont des choix politiques qui ont été faits, tous gouvernements confondus, depuis plusieurs années», explique Pascal Charpentier, proviseur du lycée du Parc à Lyon, qui poursuit: «Cette baisse de niveau est le résultat de la réforme du lycée mise en place juste avant 1995, et la décision de remplacer les terminales C (mathématiques et physique) et D (biologie) par la terminale S, et la rendre plus accessible». «En voulant augmenter le nombre de bacheliers scientifiques, on a baissé le volume des heures de cours confirme Martin Andler, président d'Animath. Pour Mourad Kchouk, de Janson de Sailly, ces réformes ont entraîné «l'abandon du calcul dans le secondaire au profit de la culture scientifique. «Aujourd'hui, les élèves de prépas ont une très bonne culture scientifique, mais ils ont de vraies difficultés en calcul». Pascal Charpentier ajoute: «Ils ne savent plus faire un calcul mental sans calculatrice».

Il est temps de revaloriser les méthodes qui marchent, fondées notamment sur la répétition, qui fait le succès

des jeunes élèves asiatiques aujourd'hui.

Constance Prazel